

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

9 FÉVRIER 2012

Proposition de résolution visant à imposer aux entreprises de production d'électronique, de téléphonie mobile et autres technologies de l'information et de communication distribuant sur le territoire belge à faire œuvre de plus de transparence dans leur politique d'approvisionnement en minerais et matériaux nécessaires à leurs productions

(Déposée par Mme Olga Zrihen et M. Ahmed Laaouej)

DÉVELOPPEMENTS

Certains métaux extraits de zones géographiques en proie à des violences et conflits entrent dans la fabrication d'une large gamme de produits électroniques de grande consommation tels que les téléphones portables ou ordinateurs.

Jusqu'à présent, tous les fabricants de téléphonie mobile ont besoin de ces matériaux pour leurs productions. Mais une certaine opacité quant à l'origine de ces matériaux entrant dans la composition de leurs appareils électroniques fait actuellement figure de règle alors qu'aucune législation internationale n'oblige ces entreprises à acheter des minerais ou des métaux exploités dans des zones de guerre. Les entreprises sont donc tout à fait libres de leur choix. Il faudrait, dès lors, que les entreprises s'alimentant en minerais ou en métaux en provenance d'aires géopolitiques instables puissent démontrer au public qu'elles disposent de procédures les empêchant d'être impliquées directement ou indirectement dans les graves atteintes aux droits de l'homme ou autres exactions qui y sont perpétrées. Tel est ici développée la notion de diligence raisonnable.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

9 FEBRUARI 2012

Voorstel van resolutie die ertoe strekt de producenten van elektronica, mobiele telefonie en andere informatie- en communicatietechnologieën die op Belgisch grondgebied leveren, te verplichten meer transparantie aan de dag te leggen in hun beleid inzake bevoorrading in mineralen en materialen die nodig zijn voor hun productie

(Ingediend door mevrouw Olga Zrihen en de heer Ahmed Laaouej)

TOELICHTING

Sommige metalen, ontgonnen in gebieden die geteisterd worden door geweld en conflicten, worden gebruikt voor de productie van een ruim aanbod elektronische producten, zoals draagbare telefoons en computers.

Tot nog toe hebben alle producenten van mobiele telefonie deze materialen nodig voor hun productie. De oorsprong ervan is thans zeer ondoorzichtig, hoewel geen enkele internationale wetgeving die bedrijven verplicht mineralen of metalen te kopen die ontgonnen worden in oorlogsgebieden. Ze kunnen dus volkomen vrij kiezen. De bedrijven die mineralen of materialen betrekken uit politiek instabiele gebieden zouden dan ook aan het publiek moeten kunnen aantonen dat ze over procedures beschikken om te beletten dat ze rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken worden bij ernstige schendingen van de mensenrechten of andere gewelddadigheden die daar plaatsvinden. Dat is het zorgvuldigheidsbeginsel.

Les normes de diligence raisonnable de l'OCDE ont été développées en 2010 par un groupe de travail composé de représentants des gouvernements, de l'industrie et de la société civile pour les entreprises utilisant des minéraux en provenance d'Afrique centrale. Ces normes visent à rompre les liens entre le commerce de l'étain, du tantalum, de l'or, du tungstène, et la violence armée dans laquelle sont enserrées certaines zones d'extraction depuis parfois plusieurs années. Une version des mêmes normes, adaptée par le groupe d'experts de l'ONU sur l'Afrique centrale, a également été proposée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Les normes de l'OCDE ont par ailleurs également été approuvées par la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).

Bien que les entreprises qui utilisent des minéraux et des métaux soient en butte à des pressions croissantes pour se soumettre à une procédure de diligence raisonnable, peu d'entre-elles s'y plient réellement. Certaines affirment que cette démarche est trop complexe. Pourtant, la diligence raisonnable est un processus que comprennent et qu'utilisent régulièrement toutes les entreprises de bonne réputation pour faire face à divers risques allant de la corruption aux dommages environnementaux.

Les entreprises qui utilisent des minéraux et métaux en provenance de zones de guerre devraient prendre les mesures suivantes :

- instaurer une politique claire dédiée aux minéraux des conflits;
- évaluer les risques propres à leur chaîne d'approvisionnement, notamment en soumettant leurs fournisseurs à des vérifications sur le terrain;
- adopter des mesures correctives pour traiter tout problème identifié;
- soumettre leurs mesures de diligence raisonnable à des audits tierce partie indépendants;
- établir des rapports publics sur leurs conclusions.

En prenant ce type de mesures, les entreprises concernées contribueraient à instaurer dans les zones de conflit un secteur minier profitable à la population locale. Par ailleurs, adopter une stratégie d'approvisionnement en minéraux et en métaux conforme au principe de diligence raisonnable ne signifie pas interdire ce commerce mais plutôt s'assurer que ce dernier ne contribue pas à perpétuer la violence armée, les graves atteintes aux droits de l'homme et d'autres exactions.

De zorgvuldigheidsnormen van de OESO werden in 2010 uitgewerkt door een werkgroep samengesteld uit vertegenwoordigers van regeringen, de industrie en het middenveld ten behoeve van de bedrijven die mineralen gebruiken afkomstig uit Centraal-Afrika. Die normen zijn bedoeld om de banden te doorbreken tussen de handel in tin, tantalum, goud, wolfram en het gewapend geweld dat bepaalde ontginningszones teistert, soms al verschillende jaren. Een versie van dezelfde normen, aangepast door de VN-experten-groep inzake Centraal-Afrika, werd ook voorgesteld door de VN-Veiligheidsraad. De normen van de OESO werden overigens ook goedgekeurd door de Internationale Conferentie over het Gebied van de Grote Meren (CIRGL).

Hoewel de bedrijven die mineralen en metalen gebruiken steeds meer onder druk worden gezet om zich te onderwerpen aan een zorgvuldigheidsprocedé, zijn er maar weinige die er zich effectief naar schikken. Sommige bedrijven zeggen dat dit procedé te ingewikkeld is. Het zorgvuldigheidsbeginsel wordt nochtans geregeerd toegepast door alle bedrijven met goede faam, om het hoofd te bieden aan risico's als corruptie en milieuschade.

De bedrijven die mineralen en materialen gebruiken afkomstig uit oorlogszones zouden volgende maatregelen moeten nemen :

- een duidelijk beleid instellen met betrekking tot conflictmineralen;
- de risico's met betrekking tot hun bevoorradingketen evalueren, inzonderheid door hun leveranciers te onderwerpen aan verificaties op het terrein;
- corrigerende maatregelen aannemen om elk geïdentificeerd probleem te behandelen;
- hun zorgvuldigheidsmaatregelen voorleggen aan onafhankelijke audits door een derde partij;
- openbare rapporten opstellen over hun conclusies.

Met dit soort maatregelen zouden de betrokken bedrijven ertoe bijdragen dat in conflictzones een mijnsector ontwikkeld wordt die ten goede komt aan de plaatselijke bevolking. Kiezen voor een bevoorradingstrategie inzake mineralen en metalen in overeenstemming met het zorgvuldigheidsbeginsel betekent overigens niet dat die handel wordt verboden, maar dat men zich ervan vergewist dat die handel niet bijdraagt tot de bestendiging van het gewapend geweld, de ernstige schendingen van de mensenrechten en andere gewelddadigheden.

Dans un monde de plus en plus globalisé, la nécessité de poser des balises en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) est urgente.

La présente proposition de résolution invite à ce que ces entreprises de téléphonies mobiles et autres technologies de l'information et de communication (TIC) coopèrent afin d'influencer les fournisseurs avec lesquels elles traitent régulièrement dans une perspective de respect des droits de l'homme et de protection de l'environnement.

Les entreprises actives dans la production électronique distribuée en Belgique devraient également préciser les mesures qu'elles prennent pour éviter que les minerais entrant dans la composition de leurs produits proviennent de groupes armés coupables de massacres et autres atrocités.

Par ailleurs, il était jusqu'à présent acquis qu'il n'existe aucun système de traçabilité totalement fiable concernant l'origine des matériaux bruts, ni aucun étiquetage les concernant ou encore moins de tests permettant de déterminer le site d'extraction du minéral. Toutefois, la traçabilité des minéraux exploités dans les productions électroniques semble possible, notamment via la traçabilité par signature géologique puisque le lieu d'extraction des matériaux peut être connu en raison d'une empreinte géologique spécifique. Il serait donc possible, par un contrôle technique de l'origine des minéraux utilisés, d'interdire l'approvisionnement des fabricants de téléphonie mobile et autres TIC en minéraux provenant de régions en conflit.

Face à la pérennisation de situations de guerre dans le monde et des liens étroits entre les intérêts économiques et situation humanitaire d'urgence, la meilleure solution pour mettre fin aux conflits, aux violences et aux viols que subissent les femmes, est de s'attaquer à la source même des capitaux. Concernant la problématique des «minéraux de conflit», il importe de mettre en place un cadre législatif contraignant signifiant aux industriels de téléphonie mobile et autres TIC l'obligation d'utiliser des minéraux et autres matériaux entrant dans la fabrication de leurs produits en provenance de sources traditionnelles légales et non de contrebande de groupes armés qui exploitent les populations démunies et qui financent ainsi leurs guérillas avec l'argent du commerce de l'électronique.

L'industrie de la téléphonie mobile connaît toujours une croissance explosive. Aujourd'hui, la moitié de l'humanité possède un téléphone portable et contribue au financement de situation de guerre.

Aucune loi ne limite l'usage de «minéraux de conflit» dans les appareils électroniques en Europe. L'objet de la présente proposition de résolution se

In een steeds meer geglobaliseerde wereld moeten dringend bakens worden uitgezet met betrekking tot het maatschappelijk verantwoord ondernemen (MVO).

Dit voorstel van resolutie nodigt deze bedrijven die werkzaam zijn in de mobiele telefonie en andere informatie- en communicatietechnologieën (ICT) uit samen te werken om de leveranciers met wie zij regelmatig zaken doen, aan te sporen de mensenrechten te respecteren en het milieu te beschermen.

De bedrijven die actief zijn in de productie van elektronica die in België verkocht wordt, zouden ook de maatregelen moeten preciseren die ze nemen om te voorkomen dat in hun producten materialen gebruikt worden afkomstig van gewapende groeperingen die zich schuldig maken aan slachtingen en andere gruweldaden.

Tot vandaag had men er overigens vrede mee dat er geen volledig betrouwbaar systeem bestond inzake traceerbaarheid van de ruwe materialen, en al evenmin een etikettering voor die materialen en tests om te kunnen bepalen waar de mineralen werden ontgonnen. De traceerbaarheid van de mineralen die gebruikt worden voor het aanmaken van elektronische producten lijkt evenwel mogelijk, vooral via de geologische handtekening, aangezien de plaats van ontginding van de materialen bekend kan zijn aan de hand van de geologische afdruk. Het zou dan ook mogelijk zijn, via een technische controle van de oorsprong van de gebruikte mineralen, de bevoorrading van de producenten van mobiele telefonie en andere ICT-producten met mineralen uit conflictgebieden te verbieden.

Gelet op de bestendiging van oorlogssituaties in de wereld en de nauwe banden tussen de economische belangen en de humanitaire noodsituatie, is de beste oplossing om een einde te maken aan de conflicten, het geweld en de verkrachtingen waarvan vooral vrouwen het slachtoffer zijn, de bron van de kapitalen aan te pakken. Om de problematiek van de «conflictmineralen» aan te pakken, moet een dwingend wettelijk kader worden gecreëerd dat de producenten van mobiele telefonie en andere ICT-producten verplicht om voor hun producten mineralen en andere materialen te gebruiken die afkomstig zijn uit wettelijke, traditionele bronnen, en geen sluwkaar van gewapende groeperingen die de noodlijdende bevolking uitbuiten en aldus hun guerrilla's financieren met geld uit de elektronicahandel.

De industrie van de mobiele telefonie kent nog altijd een explosieve groei. Vandaag heeft de helft van de bevolking een draagbare telefoon en draagt daar door bij tot de financiering van de oorlogssituatie.

In Europa beperkt geen enkele wet het gebruik van «conflictmineralen» in elektronische toestellen. De doelstelling van dit voorstel van resolutie verwijst

réfère notamment à celui de la législation « *Conflict Minerals Trade Act* » votée en août 2010 au Congrès américain « [...] obligeant les fabricants d'électronique à publier la liste de leurs fournisseurs de minerais pour les produits vendus aux États-Unis ». Dans le cas qui nous occupe, il s'agit donc d'exiger davantage de transparence de la part des entreprises actives dans la fabrication de téléphones mobiles et autres TIC. Cette transparence de la chaîne d'approvisionnement constitue un premier pas vers une action concertée qui doit s'étendre à la communauté internationale couplée à une synergie entre les grandes entreprises technologiques signifiant leur volonté de ne plus s'approvisionner en minerais provenant de zones de conflit.

inzonderheid naar de « *Conflict Minerals Trade Act* » die in augustus 2010 werd aangenomen door het Amerikaanse Congres en die de producenten van elektronische toestellen verplicht de lijst van hun leveranciers van mineralen te publiceren voor de producten die in de Verenigde Staten worden verkocht. Wij moeten dus ook meer transparantie eisen vanwege de bedrijven die actief zijn in de productie van mobiele telefonie en andere ICT-producten. Die transparantie van de bevoorradingketen is een eerste stap naar een gecoördineerde actie die moet worden uitgebreid tot de internationale gemeenschap, en gepaard gaan met een synergie tussen de grote technologiebedrijven die hun wil te kennen geven om zich niet meer te bevoorraden met mineralen uit conflictgebieden.

Olga ZRIHEN.
Ahmed LAAOUEJ.

*
* *

*
* *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

A. considérant les principes directeurs de l'OCDE à l'attention des entreprises multinationales (1976) ainsi que la notion de «diligence raisonnable (ou *due diligence*)»;

B. considérant la Déclaration tripartite de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les entreprises multinationales et la politique sociale (1977);

C. considérant les dix principes du Pacte Mondial (2000) des Nations unies;

D. s'inspirant des dispositions du «*Wall Street Reform and Consumer Protection Act*» de Dodd-Frank (également connu sous le nom de «*Financial Reform Act*») selon lesquelles les compagnies dont les produits contiennent de la cassitérite (mineraï d'étain), du coltan, de la wolframite et de l'or, doivent informer la *Securities and Exchange Commission* (SEC) de l'origine de ces minéraux;

E. considérant les sections 1502 et 1504 du «*Conflict Minerals Trade Act*» de M. Jim Mac Dermott (voté en août 2010 au Congrès américain) visant à limiter l'importation de minéraux en provenance de zones de conflits;

F. considérant le rapport final déposé par M. Ruggie devant la Commission des droits de l'homme (ONU) en 2008 énonçant le cadre légal dans lequel les principes d'action en matière de protection, de respect et de réparation concernant les entreprises et les droits humains doivent s'inscrire — à savoir que l'État a le devoir de garantir les droits de l'homme contre les violations commises par des tiers, que les entreprises ont l'obligation de respecter les droits humains et qu'il importe de prévoir des recours plus utiles;

G. considérant le rapport intitulé «*From mines to mobile phone: the conflict mineral supply chains*» (septembre 2009) de l'ONG *Enough Project*;

H. considérant la norme ISO 26000 (2010) comportant comme objectif principal de définir et de clarifier le concept de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et de le rendre applicable à tout type d'organisation au niveau mondial;

I. considérant le Processus de Kimberley (mai 2000) visant la limitation de la commercialisation des diamants finançant les conflits armés contre des gouvernements légitimes;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op de OESO-richtlijnen voor multinationale ondernemingen (1976) alsook op het begrip «*due diligence*»;

B. gelet op de Driepartijenverklaring van de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) (1977) over de beginselen in verband met multinationale ondernemingen en het sociaal beleid;

C. gelet op de tien beginselen van het VN *Global Compact* (2000);

D. geïnspireerd door de bepalingen van de «*Wall Street Reform and Consumer Protection Act*» van Dodd-Frank (ook bekend onder de naam «*Financial Reform Act*») volgens welke de bedrijven waarvan de producten kassiteriet (tinmineraal), coltan, wolframiet en goud bevatten, de *Securities and Exchange Commission* (SEC) moeten inlichten over de oorsprong van die mineralen;

E. gelet op de secties 1502 en 1504 van de «*Conflict Minerals Trade Act*» van de heer Jim Mac Dermott (die in augustus 2010 werd aangenomen in het Amerikaans Congres) met het oog op de beperking van de invoer van mineralen uit conflictgebieden;

F. gelet op het eindrapport dat in 2008 door de heer Ruggie werd ingediend bij de VN-Mensenrechten-commissie, dat het wettelijk kader schept binnen hetwelk de actieprincipes inzake bescherming, respect en herstel met betrekking tot de ondernemingen en de mensenrechten moeten passen, namelijk dat de Staat de plicht heeft de mensenrechten te beschermen tegen schendingen door derden, dat de ondernemingen de plicht hebben de mensenrechten te respecteren en dat moet worden voorzien in nuttiger rechtsmiddelen;

G. gelet op het rapport «*From mines to mobile phone: the conflict mineral supply chains*» (september 2009) van de NGO *Enough Project*;

H. gelet op de ISO-norm 26000 (2010) met als belangrijkste doelstelling het begrip maatschappelijk verantwoord ondernemen (MVO) te definiëren en te verklaren en het toepasbaar te maken op elk type organisatie op wereldvlak;

I. gelet op het Kimberley-proces (mei 2000) met het oog op de beperking van het in de handel brengen van diamanten die de gewapende conflicten tegen de legitieme regeringen financieren;

J. considérant l'initiative relative à la transparence de l'industrie extractive (ITIE) qui prône l'accroissement de la transparence des paiements et revenus dans le secteur des industries extractives;

K. considérant la nécessité de mettre en place une politique de *sourcing* responsable et stricte en matière d'approvisionnement de minerais de conflits;

L. considérant la nécessité de mettre en place des mécanismes de traçabilité et de certification des minerais de conflits permettant un approvisionnement et une chaîne de production socialement responsable dans le cadre de l'industrie de la téléphonie mobile et autres TIC;

M. considérant que le commerce de minerais de conflits profite aux groupes armés actifs dans certaines zones de conflit et participe au maintien de situations de non droit à l'encontre des populations locales,

Demande au gouvernement :

1. d'inviter les entreprises du secteur de l'électronique à prendre des mesures propres contribuant à assainir le commerce des minerais et métaux nécessaires à la production de téléphones mobiles, ordinateurs et autres TIC par des contrôles adéquats sur leurs chaînes d'approvisionnement;

2. d'obliger les compagnies de technologies de communications et autres effectuant l'importation de minerais de conflits nécessaires à la fabrication de leurs produits à fournir une déclaration énonçant si les biens produits contiennent ou non ce type de minerais;

3. de produire une liste des entreprises dont les produits contiennent des minerais de conflits et de créer une carte des mines en opération dans les zones de conflits afin que celle-ci, disponible au public, identifie les mines contribuant et/ou finançant les conflits locaux;

4. de lancer une campagne d'information et de sensibilisation auprès des consommateurs de téléphones mobiles, ordinateurs portables et autres TIC, afin que ces derniers puissent prendre connaissance de la provenance des matériaux et de la composition de ces produits;

5. de soutenir le gouvernement des États principaux extracteurs de minerais utilisés par l'industrie des TIC et, par ailleurs, confrontés à des violences internes situées sur leurs sites d'extraction, dans leur processus de démilitarisation du secteur minier afin de réaffirmer leur autorité ainsi que celle de leur administration minière, de mieux contrôler les activités d'extraction et d'enregistrer les « creuseurs » actifs dans l'extraction de minerais nécessaires aux TIC;

J. gelet op het *Extractive Industries Transparency Initiative* (EITI) dat meer transparantie aanbeveelt voor de betalingen en de inkomsten in de winnings-industrieën;

K. gelet op de noodzaak om een verantwoord en strikt *sourcing*-beleid in te voeren inzake de bevoorrading in conflictmineralen;

L. gelet op de noodzaak om mechanismen in te voeren met betrekking tot de traceerbaarheid en de waardering van conflictmineralen teneinde een bevoorrading en een sociaal verantwoorde productieketen mogelijk te maken in het kader van de productie van mobiele telefonie en andere informatie- en communicatietechnologie;

M. gelet op het feit dat de handel in conflictmineralen ten goede komt aan de gewapende groeperingen die actief zijn in bepaalde conflictzones en bijdraagt tot de instandhouding van een situatie van rechteloosheid ten opzichte van de lokale bevolking,

Vraagt de regering :

1. de bedrijven in de elektronicasector te vragen maatregelen te nemen die bijdragen tot de sanering van de handel in mineralen en materialen die nodig zijn voor de productie van mobiele telefoons, computers en andere ICT-producten, door adequate controles op hun bevoorradingkanalen;

2. de bedrijven voor communicatie- en andere technologieën die conflictmineralen invoeren die ze nodig hebben voor hun productie, te verplichten een aangifte voor te leggen waarin vermeld wordt of hun producten dat soort mineralen al dan niet bevatten;

3. een lijst van bedrijven op te stellen waarvan de producten conflictmineralen bevatten en een kaart te tekenen van de operationele mijnen in de conflict-zones zodat deze kaart, die beschikbaar is voor het publiek, de mijnen identificeert die bijdragen tot de lokale conflicten en/of deze financieren;

4. een informatie- en sensibiliseringscampagne te starten bij de gebruikers van mobiele telefoons, draagbare computers en andere ICT, zodat ze weten waar die producten vandaan komen en waarvan ze zijn gemaakt;

5. de regeringen van de belangrijkste Staten waar mineralen worden ontgonnen die gebruikt worden door de ICT-industrie en die bovendien geconfronteerd worden met intern geweld op de ontginningsplaatsen, te steunen bij de demilitarisering van de mijnsector teneinde hun gezag te bevestigen, alsook dat van hun mijnadministratie, de ontginningsactiviteiten beter te controleren en de mijnwerkers die actief zijn in de ontginning van mineralen die nodig zijn voor de ICT, te registreren;

6. de renforcer, en concertation avec les pays donateurs auprès d'États extracteurs (et partenaires des politiques de coopération au développement) et l'Union européenne, les initiatives locales et régionales visant à mettre en place des systèmes de certification et des mécanismes de traçabilité efficaces de minerais entrant dans la production de téléphones mobiles, ordinateurs et autres TIC.

23 décembre 2011.

Olga ZRIHEN.
Ahmed LAAOUEJ.

6. in samenwerking met de donorlanden bij de ontginnende Staten (en partners van het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking) en de Europese Unie de lokale en regionale initiatieven uit te breiden met het oog op de invoering van waarmerkingssystemen en efficiënte traceerbaarheidsmechanismen voor mineralen die gebruikt worden bij de productie van mobiele telefoons, computers en andere ICT.

23 december 2011.